



AUTAN LE DIRE,
journal de la CGT DIRCOFI SUD-PYRENEES

EDITO

4 milliards d'euros d'argent public par mois pour les entreprises !

Bruno Le Maire s'inquiète pour la reprise en 2021 et élargit les aides aux entreprises

Dans ce contexte, le « quoi qu'il en coûte » a encore de beaux jours devant lui. « Nous allons soutenir les filières économiques aussi longtemps que nécessaire », a argué Bruno Le Maire, qui se dit même prêt à prolonger les aides « au-delà de la crise si c'est nécessaire pour redémarrer plus facilement ».

Le locataire de Bercy a laissé la porte ouverte à la création d'un deuxième volet du plan de relance destiné spécifiquement aux secteurs les plus touchés par la crise, proposé la semaine dernière par le Medef. « Je rejoins cette ambition. », a précisé Bruno Le Maire.

Et le contrôle fiscal? Réponse de Jérôme Fournel dans la presse...« Ce n'est évidemment pas la même chose de distribuer de l'argent que de faire du contrôle fiscal », souligne Jérôme FOURNEL Directeur de la DGFIP dans le Figaro le 15 janvier dernier. Mais, « je n'ai aucun état d'âme. Aujourd'hui, et le ministre de l'Économie Bruno Le Maire l'a encore confirmé, il faut continuer à soutenir les entreprises en difficulté » tant que la crise est là.



Février 2021

ACTU DE LA DIRCOFI SUD-PYRENEES

Cette année ce sont 3 postes de vérificateurs supprimés (BIV 1 Toulouse, BIV 4 Toulouse, BIV 14 Nîmes), plus un autre poste redéployé à Toulouse. Suppressions auxquelles s'ajoutera un transfert d'un poste cadre A de brigade (BIV 3) vers direction au service RH.

A qui le tour l'an prochain ?

Il n'est pas inintéressant de faire le parallèle avec la petite dizaine d'emplois transférés à la DIRCOFI SUD PYRENEES, en marge des mesures du PLF 2016 et provenant du rattachement des brigades départementales du Gers, du Lot et de Lozère. A l'époque, la direction jurait la « main sur le cœur » que cette décision ne remettrait pas en cause le niveau des emplois, en clair qu'il n'y aurait pas de suppressions liées à ce mouvement. A contre-courant de ce discours, tous les postes implantés n'avaient pas été transférés lors de l'opération, - les suppressions de postes de vérificateurs -comme par hasard- sont désormais effectives.

Aussi, pour ces raisons et comme chaque année dans ce contexte, les élus de SOLIDAIRES Finances Publiques et de la CGT Finances Publiques n'ont pas siégé au CTL « suppressions d'emplois » du 19/01/2021. Il n'y a rien à discuter avec l'administration sur la localisation des suppressions d'emplois imposées dans les services.

ENTRETIEN PROFESSIONNEL 2020 2021 C'est bientôt

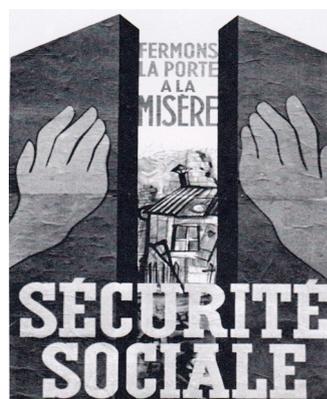
2020 une année professionnelle exceptionnelle. En période de confinements à répétition, d'autorisations d'absence de maladies et de télétravail en mode chaotique, les objectifs 2020 sont indéniablement et objectivement obsolètes.

Lors de l'entretien professionnel d'évaluation pour 2020 rien ne peut être apprécié comme auparavant. Chacun ou chacune aura des conditions particulières d'exercice de son travail à faire valoir. La mise en concurrence au sein d'un même service de collègues dans des situations différentes sera une option tentante pour certains chefs de service zélés. Les représentants des personnels sont là pour vous aider et vous accompagner dans un exercice qui sera cette année très particulier tant pour l'évaluation de l'année 2020 que pour la fixation des objectifs de l'année 2021 dans un contexte de pandémie et de restructurations inédit à la DGFIP. La mise en place de la rémunération et de l'évaluation au mérite ne pourra qu'accentuer le caractère injuste et subjectif de l'appréciation professionnelle en ces temps de crise.

Une réaction et une appréciation collective sont indispensables et constituent la seule voie possible en la période.



Les étudiant.es meurent de faim et d'angoisse ! Avant la Covid 19, la précarité étudiante c'était déjà 27.07% d'augmentation du coût de la vie étudiante en 10 ans. 1 étudiant-e sur 2 est obligé-e de se salarier pour payer ses études et 42% des étudiant-e-s renonce à se soigner faute de moyen. Le constat est fort et malgré la mobilisation étudiante et le travail des organisations étudiantes pour se faire entendre la situation s'aggrave et le gouvernement fait la sourde oreille ! La Crise sanitaire a installé de manière intolérable une précarité extrême chez les étudiant-e-s .



“La Sécurité Sociale nous protège tout au long de la vie et elle n'a jamais été autant attaquée.

Face à la destruction de notre bien commun, héritage du Conseil National de la Résistance, nous devons redonner vie à ses principes fondateurs : universalité (égalité des droits), solidarité (chacun-e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins) et démocratie”.

En pleine crise sanitaire, par sa politique cynique et irresponsable, le gouvernement provoque d'énormes dettes dans la Santé (136 milliards cette année), il assèche ses ressources en généralisant l'exonération des cotisations patronales, il crée la confusion entre le budget de l'État et celui de la Sécu, il crée une 5ème branche pour l'ouvrir aux compagnies d'assurance, il laisse pourrir la situation à l'hôpital public afin de le privatiser, et met fin aux urgences gratuites avec un ignoble “forfait urgences” de 18€”

Exigeons “la gestion directe, démocratique et citoyenne des caisses de protection sociale”, l'abrogation des réformes de l'assurance chômage et des retraites, l'augmentation des cotisations patronales pour les grosses entreprises, la création de nouvelles cotisations sur les profits capitalistes (dividendes, intérêts, primes...) ou encore l'arrêt des exonérations de cotisations.